



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Maître d'Ouvrage

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES  
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE - SITE DE DIJON  
32 avenue de l'Observatoire  
25000 BESANCON

**Conducteur d'opération :** SEMCODA – Service AMO  
50 rue du pavillon – 01000 BOURG EN BRESSE

### Objet du marché

**REHABILITATION DE LA CITE UNIVERSITAIRE BEAUNE BOURGOGNE A DIJON (21)**

**LOT 6 : FACADES A OSSATURE BOIS – REVETEMENTS DE FAÇADES**

**LOT 7 : FINITIONS INTERIEURES**

**LOT 12 : MENUISERIES INTERIEURES**

Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-1 et L.2124.2, et R. 2124-1 et R2124.2, et R. 2161-1 à R.2161.5 du Code de la commande publique

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>5</b>
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION .....	5
1.2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES .....	5
1.3 AUTRES INTERLOCUTEURS DU MARCHE .....	6
1.4 FORME DU MARCHE .....	8
1.5 SOUS-TRAITANCE.....	8
1.6 TRANCHES OPTIONNELLES .....	9
1.7 ORDRES DE SERVICE .....	9
1.8 FORME DES NOTIFICATIONS.....	9
1.9 PRESTATIONS SIMILAIRES.....	9
1.10 RECONDUCTION.....	9
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 3 - PRIX ET MODE d'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX .....</b>	<b>10</b>
3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS .....	10
3.2 CONTENU DES PRIX.....	10
3.3 NATURE DU PRIX .....	11
3.4 VARIATIONS DES PRIX .....	11
3.5 INDEX DE VARIATION.....	12
3.6 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX .....	12
3.7 NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES .....	12
<b>ARTICLE 4 - RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>12</b>
4.1 RETENUE DE GARANTIE .....	12
4.2 REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE PAR UNE GARANTIE A PREMIERE DEMANDE (GAPD) .....	12
4.3 RESTITUTION DE LA RETENUE DE GARANTIE ET LIBERATION DE LA CAUTION .....	13
<b>ARTICLE 5 - AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT.....</b>	<b>13</b>
5.1 MONTANT DE L'AVANCE .....	13
5.2 BENEFICIAIRES .....	13
5.3 CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE .....	14
5.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE .....	14
<b>ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>14</b>
6.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS .....	14
6.2 DEMANDES DE PAIEMENT .....	15
6.3 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES .....	16
<b>ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>17</b>
7.1 DUREE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	17
7.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION .....	17

<b>ARTICLE 8 - PENALITES.....</b>	<b>18</b>
8.1 PENALITES POUR RETARD.....	18
8.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMIS EN ETAT.....	20
8.3 REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION.....	20
8.4 PENALITES SPECIFIQUES VIS-A-VIS DE LA CHARTE DE CHANTIER FAIBLES NUISANCES.....	20
8.5 PENALITES POUR ABSENCE DE PORT DE LA CIP .....	20
8.6 PENALITES POUR ABSENCE LORS D'UNE INSPECTION COMMUNE.....	20
8.7 PENALITES POUR ABSENCE DE PROTECTIONS COLLECTIVES .....	20
8.8 PENALITES POUR RETARD DANS LE NETTOYAGE DE CHANTIER .....	20
8.9 PENALITES POUR NON RESPECT DES CONSIGNES DE STATIONNEMENT .....	20
<b>ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS 20</b>	
9.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	21
9.2 MISE A DISPOSITION DE LIEUX D'EMPRUNT .....	21
9.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	21
<b>ARTICLE 10 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>21</b>
10.1 COORDINATION DES TRAVAUX.....	21
10.2 GESTION DES DEPENSES COMMUNES.....	22
10.3 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	24
10.4 PLANS D'EXECUTION – NOTE DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS.....	24
10.5 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE .....	24
<b>ARTICLE 11 - ORGANISATION, DEROULEMENT, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS.....</b>	<b>25</b>
11.1 PRINCIPES GENERAUX ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	25
11.2 OBLIGATION DE RESULTAT.....	26
11.3 INSTALLATION DE CHANTIER .....	27
11.4 CONTROLE D'ACCES .....	27
11.5 DISPOSITIF DE VIGILANCE ET D'ALERTE EN DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	27
11.6 OBLIGATIONS EN MATIERE DE DETACHEMENT DES TRAVAILLEURS .....	28
11.7 DISPOSITIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	28
11.8 DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION .....	29
<b>ARTICLE 12 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>29</b>
12.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX .....	29
12.2 RECEPTION ET RECEPTIONS PARTIELLES .....	29
12.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	30
12.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	30
12.5 DELAIS DE GARANTIE .....	31
<b>ARTICLE 13 - ASSURANCES .....</b>	<b>31</b>
13.1 RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (RCP).....	31

13.2 RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE (RCD) .....	32
13.3 CONTENU ET PRESENTATION DES ATTESTATIONS RCP ET RCD .....	33
13.4 DELAIS DE REMISE DES ATTESTATIONS RCP ET RCD PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE .....	33
13.5 ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES (DO) .....	34
13.6 AUTRES ASSURANCES .....	34
13.7 DISPOSITIONS DIVERSES .....	34
<b>ARTICLE 14 - RESILITATION DU MARCHE .....</b>	<b>35</b>
<b>ARTICLE 15 - CLAUSES DE REEXAMEN .....</b>	<b>36</b>
15.1 MODIFICATIONS DU MONTANT DES TRAVAUX .....	36
15.2 APPLICATION DES PRIX DU BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES.....	37
15.3 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION.....	37
<b>ARTICLE 16 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....</b>	<b>38</b>
<b>ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....</b>	<b>38</b>

# ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent CCAP régit les marchés de travaux permettant la réhabilitation de la Cité universitaire Beaune-Bourgogne à DIJON.

Le marché est alloté en 12 lots décomposés selon le tableau suivant :

N°LOT	Désignation du lot
01	Désamiantage - Curage
02	Déconstruction et restructuration : Démolition Terrassement –Fondations – Gros œuvre VRD –Aménagements Extérieurs
03	Etanchéité
04	Menuiseries extérieures PVC - Occultations
05	Serrurerie - Menuiseries Aluminium
06	Façades à ossature bois – Revêtements de façades
07	Finitions intérieures : Cloisons – Doublages – Faux plafonds Peinture – Nettoyage Chapes – Sols durs – Faïences Sols souples
08	Mobilier
09	Plomberie – Chauffage - Ventilation
10	Electricité CFO/CFA
11	Ascenseur
12	Menuiseries intérieures

**Le présent CCAP n'est applicable qu'aux lots 6, 7 et 12**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le lot principal est le lot 02 – Déconstruction et restructuration : Démolition - Terrassement - Fondations - Gros-Œuvre – Aménagements extérieurs

## 1.2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre le Maître d'Ouvrage présentée ci-dessous, ci-après dénommé « la Maîtrise d'ouvrage » ou « MOA », et le titulaire.

### 1.2.1 La maîtrise d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage au sens des dispositions du code de la commande publique est :

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES  
32 avenue de l'Observatoire  
25000 BESANCON

Le maître d'ouvrage est représenté par Madame BALDI, en sa qualité de directrice générale du CROUS de Bourgogne Franche-Comté.

Pour cette opération, le Crous a confié une mission de conduite d'opération à SEMCODA, afin de l'assister tout au long de l'opération.

### 1.2.2 Le titulaire

L'entrepreneur, ou le groupement en cas d'entrepreneurs groupés, ou les opérateurs économiques, représenté par son mandataire, est désigné sous le terme "le titulaire".

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG travaux, la personne physique habilitée à représenter le titulaire est la personne ayant signé l'acte d'engagement. Dans l'hypothèse où le titulaire souhaite désigner un ou plusieurs autres représentants, il devra en informer le pouvoir adjudicateur selon les modalités prévues à l'article 3.4.2 du CCAG travaux.

## 1.3 AUTRES INTERLOCUTEURS DU MARCHE

### 1.3.1 Le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est un groupement dont l'agence **A&B ARCHITECTES** est le mandataire. L'adresse de l'agence est : 12 Rue du Dessous des Berges - 74013 PARIS – France

Les autres membres du groupement de maîtrise d'œuvre sont :

- SCOPING – BET Structures, Fluides, Eco, SSI, QEB, Amiante et OPC
- AMPLITUDE CONSEIL – BET Acoustique

Le marché de MOE comprend les missions suivantes :

Missions de base	
APS	Etudes d'Avant-Projet Sommaire
APD -PC	Etudes d'Avant-Projet Définitif y compris dossier PC
PRO	Etudes de Projet
ACT y compris DCE	Assistance pour la passation des Contrats de Travaux
EXE-SYN	Etudes d'exécution et de Synthèse
DET	Direction de l'exécution du ou des contrats de travaux
AOR (yc GPA)	Assistance lors des opérations de réception et la période de Garantie de Parfait Achèvement

Le contenu des éléments de ses missions de base est celui qui figure au sein du code de la commande publique.

Aussi, il est confié au Maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

Missions complémentaires		
MC1	OPC	Ordonnancement, Pilotage, Coordination
MC2	DIAG	Diagnostic
MC3	SSI	Coordination SSI

### 1.3.2 Le conducteur d'opération

Le Maître d'Ouvrage est assisté par un conducteur d'opération qui suit le projet dans son intégralité. Sa mission a débuté lors de la phase de l'élaboration du programme et se terminera à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Le conducteur d'opération est l'entreprise **SEMCODA**. L'adresse de l'agence est la suivante :

50 rue du Pavillon – 01000 BOURG EN BRESSE

### 1.3.3 Contrôle Technique

Le Maître d'Ouvrage est assisté d'un contrôleur technique construction. Sa mission est définie suivant les termes de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et ses décrets d'application.

Le CT est l'entreprise **BTP Consultants** dont le représentant est Mme. Adeline Dupont. L'adresse de l'agence est la suivante :

5 Rue Grande Fin – 21121 Fontaine-Lès-Dijon

Les missions qui lui sont confiées sont :

Code	Mission
Missions de base	
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitations
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP
Hand	Accessibilité des constructions aux personnes handicapées
Missions complémentaires	
LE	Solidité des existants
PI	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
Ph	Isolation acoustique
Th	Thermique
F	Fonctionnement des installations. Cette mission a pour objet de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations.
HYS	Hygiène et à la santé dans les constructions
PV	Récolement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
AT Hand	Fourniture de l'attestation de conformité à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
AT TH	Fourniture de l'attestation finale de prise en compte de la réglementation thermique
VIEL	Vérification Initiale des installations Electriques

### **1.3.4 Coordonnateur santé et protection de la santé (CSPS)**

Le Maître d'Ouvrage est assisté d'un CSPS de catégorie 1 en vue d'assurer les missions de coordination SPS. Le CSPS est l'entreprise **BTP Consultants** dont son représentant est M. Olivier ABRANTES. L'adresse est la suivante :

5 Rue Grande Fin – 21121 Fontaine-Lès-Dijon

### **1.4 FORME DU MARCHÉ**

La procédure de passation est la suivante : Procédure formalisée de type appel d'offre ouvert selon les dispositions de articles L. 2124-1 et L.2124.2, et R. 2124-1 et R2124.2, et R. 2161-1 à R.2161.5 du Code de la commande publique.

### **1.5 SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve du respect des dispositions indiquées aux articles L2193-3 et suivants, R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera un DC4 dûment complété. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de la DC4 dûment signée.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG travaux, la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant est la personne ayant signé, pour le compte de ce dernier, l'acte spécial de sous-traitance ou l'attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. En cas de changement de représentant, le sous-traitant en informera le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 14 ci-dessous, la résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément par le pouvoir adjudicateur et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.



## 1.6 TRANCHES OPTIONNELLES

Sans objet.

## 1.7 ORDRES DE SERVICE

Conformément aux dispositions de l'article 2 et par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifiera à l'entrepreneur.

En outre, en application de l'article 3.8.1 du CCAG travaux, tous les ordres de services émis par le maître d'œuvre et entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant, doivent faire l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG travaux, lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service et/ou d'une décision du pouvoir adjudicateur appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre, au maître d'ouvrage et au conducteur d'opération dans un délai de quinze jours.

## 1.8 FORME DES NOTIFICATIONS

La notification des informations qui font courir un délai sera réalisée par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électronique, sinon sur support papier, avec si nécessaire un accusé de réception (AR).

Modalités de notification des OS et autres pièces émanant du maître d'œuvre :

- Ordres de services : réalisés par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électronique, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.
- Comptes rendus de chantier : réalisés par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électroniques, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.

## 1.9 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 1.10 RECONDUCTION

Le marché ne sera pas reconduit.

---

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement ;
- Le CCAP ;
- Le CCTP Commun ;
- Le CCTP et ses annexes propre à chaque lot ;
- Les pièces graphiques architectes ;
- Les pièces graphiques des bureaux d'études techniques ;
- Le bordereau de prix unitaires du lot le cas échéant ;
- Les prix unitaires de la DPGF propre à chaque lot ;
- Les notices techniques du dossier technique de MOE remis à la consultation ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales ;
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU) ;
- Le RICT ;
- Le calendrier détaillé d'exécution qui sera établi par l'OPC lors de la période de préparation de chantier, sur la base du planning DCE ;
- Le PGCSPS ;
- Le plan d'installation de chantier prévisionnel ;
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé propre à chaque lot ;
- La charte chantier à faible nuisance ;
- Les DC4 postérieurs à la notification du marché ;
- Les diagnostics amiante avant travaux ;
- Les diagnostics plomb avant travaux ;
- Le diagnostic PEMD
- Les diagnostics structure
- L'étude géotechnique G2 PRO
- Les relevés piézométriques
- Le rapport d'inspection des réseaux
- Le relevé topographique
- Le mémoire technique propre à chaque lot ;

Nota : les marchés étant passé de façon globale et forfaitaire, les quantités des DPGF ne sont pas contractuelles.

Seuls les prix unitaires sont rendus contractuels, et devront être repris pour le chiffrage d'éventuelles demandes complémentaires pour des prestations similaires

Le texte du CCAG-TVX et autres documents techniques applicables sont ceux en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au présent CCAP.

---

## ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX

---

### 3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

### 3.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA et identifiés en euros. Le client identifié à la TVA française est actuellement redevable de la TVA française pour les opérations (livraison de biens et prestation de services) taxables en France accomplies par le fournisseur ou prestataire établi à l'étranger (UE ou pays tiers).

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant hors taxes et le montant de la TVA, au taux conforme à la législation en vigueur.

Les prix sont établis :

- En considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG-TVX, et du PGC.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots nécessaires à la réalisation de l'ouvrage,
- En tenant compte de la connaissance par l'entrepreneur de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux : il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son Acte d'Engagement, pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des

conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux. L'entrepreneur est également réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et connaître toutes les sujétions des autres corps d'état sur son lot,

- De toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés. Les prix englobent tous les frais d'installation de chantier, de fournitures, main d'œuvre, échafaudages, cordes à nœuds et agrès, échantillonnages, essais des ouvrages, nettoyage des lieux. Les prix de chaque lot sont réputés comprendre la marge du titulaire auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle de sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations ci-dessus.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG-TvX.

L'article **10.2** ci-après, répartit ces dépenses communes entre les différents lots.

En cas de cotraitance conjointe avec mandataire solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Par dérogation à l'article 9.3.2 du CCAG travaux, les prix forfaitaires font l'objet d'une décomposition du prix global et forfaitaire détaillant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, les quantités à exécuter et les prix de chaque unité d'ouvrage correspondants.

### **3.3 NATURE DU PRIX**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, par l'application d'un prix global et forfaitaire et du bordereau de prix unitaires, le cas échéant.

### **3.4 VARIATIONS DES PRIX**

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le présent marché est passé à prix révisable.

Pour éviter les révisions provisoires, la valeur de l'index est décalée de 6 mois.

$$P = 0,15 + 0,85 \times \left( \% \times \frac{l_{e-4}}{l_{0-4}} + \% \times \frac{l_{n-4}}{l_{n0-4}} \right)$$

dans laquelle :

- $l_e$  correspondant à la valeur de l'index de référence du mois d'exécution « e » de la prestation -4 mois. Si le délai d'exécution est supérieur à un mois, le mois « e » est le dernier mois de la période ;
- $l_0$  correspond à la valeur de l'index de référence du mois zéro portée à l'acte d'engagement (M0)-4 mois.
- Les indices  $l_n$  et  $l_{n0}$  correspondent aux indices suivants lorsque les formules de révision contiennent plusieurs indices (voir tableau §3.5).

Le mois M0 TVX est défini à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

### 3.5 INDEX DE VARIATION

S'agissant d'un marché alloti, les index de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux sont (base et référence 100 en 2010) :

Lot		Index de révision des prix (si plusieurs index, indiquer le pourcentage affecté à chaque index)
N°	Intitulé	
06	Revêtements de façade	BT52
	Façades à ossature bois	BT54
07	Cloisons – Doublages – Faux plafonds	BT08
	Peinture – Nettoyage	BT08
	Chapes – Sols durs – Faïences	BT09
	Sols souples	BT10
12	Menuiseries intérieures	BT18a

Le coefficient final résultant des calculs relatifs aux actualisations ou aux révisions s'applique avec arrondi au millième supérieur.

Remarque : dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE etc...) pendant la durée du marché mais qu'un indice de substitution serait mis en place, le pouvoir adjudicateur actera ce changement par OS. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, le pouvoir adjudicateur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

### 3.6 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable du maître de l'ouvrage.

### 3.7 NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES

Il est fait application des conditions fixées par les articles R.2191-45 à -62 du code de la commande publique.

---

## ARTICLE 4 - RETENUE DE GARANTIE

---

### 4.1 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

### 4.2 REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE PAR UNE GARANTIE A PREMIERE DEMANDE (GAPD)

Conformément à l'article R2191-36 du code de la commande publique, le titulaire peut fournir une garantie à première demande (GAPD), remplaçant l'application de la retenue de garantie.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la GAPD ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une GAPD à la retenue de garantie. Toutefois, cette GAPD doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

#### **4.3 RESTITUTION DE LA RETENUE DE GARANTIE ET LIBERATION DE LA CAUTION**

La retenue de garantie sera restituée ou la caution libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de la dernière de ces réserves.

---

### **ARTICLE 5 - AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT**

---

#### **5.1 MONTANT DE L'AVANCE**

En application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai est supérieur à 2 mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial TTC du marché en prix de base, lorsque le délai d'exécution du marché sera au plus égal à un an ; si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport  $12/N$ ,  $N$  étant le délai d'exécution évalué en mois, figurant à l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Les taux et les conditions de versement de l'avance sont fixés par le marché, ils ne peuvent être modifiés.

#### **5.2 BENEFICIAIRES**

Lorsque le marché est passé avec des entrepreneurs groupés payés directement par le maître d'ouvrage ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions relatives aux avances sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct dans les conditions définies ci-dessous.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au titulaire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, la garantie d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, après l'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

### **5.3 CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE**

#### **5.3.1 Production d'une garantie**

Sans objet.

#### **5.3.2 Règlement de l'avance**

Le règlement de l'avance interviendra en une seule fois dans les conditions prévues à l'article R 2192-24 du code de la commande publique. Aucune retenue de garantie ne sera effectuée sur cette avance. En cas de sous-traitance, le versement de l'avance et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

### **5.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE**

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant en prix de base des travaux à l'entreprise et des approvisionnements existant sur le chantier qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra ou dépassera soixante pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant du marché.

---

## **ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES**

---

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde, établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux selon les quantités réellement exécutées. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Avant le début des travaux, le titulaire proposera au MOE et au conducteur d'opération, un modèle de facturation établi selon la décomposition du DPGF. Celui-ci sera validé avant utilisation.

### **6.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS**

Le titulaire déposera impérativement via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> sa demande de paiement mensuelle à destination du MOE et du MOA.

Toutes les factures électroniques seront établies sur papier en-tête du titulaire et comporter, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CROUS en tant que destinataire de la facture :  
130 024 433 00018
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- La date d'exécution des travaux

- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer,
- Le numéro du marché
- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues : 1005
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire,
- La quantité et la désignation travaux et des prestations réalisés,
- Les prix unitaires HT des travaux,
- Le montant hors TVA : Si le fournisseur ou le prestataire est étranger (titulaire, cotraitant en cas de groupement, sous-traitant, il a l'obligation de présenter ses factures en Hors Taxes et d'y mentionner que « la TVA est due par le client identifié à la TVA en France en application de l'article 21-1-a de la 6<sup>ème</sup> Directive ou l'article 283-1 du Code Général des Impôts. »
- Le montant TTC
- La date d'émission de la facture.
- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC (à l'exclusion du cas de l'auto-liquidation) ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.

## **6.2 DEMANDES DE PAIEMENT**

### **6.2.1 Demande de paiement des états d'acomptes mensuels**

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du CCAG-Travaux en tenant compte des dérogations suivantes :

- Le maître d'œuvre, à partir du projet de décompte mensuel remis par le titulaire, dresse un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adressent au conducteur d'opération, par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la réception du projet de décompte.
- Le conducteur d'opération accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre, dans un délai de 8 jours. Le projet, accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte.

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

### **6.2.2 Demande de paiement finale**

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG travaux, après réception sans réserve des travaux, le titulaire établit le projet décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Les autres termes de l'article 12.3.1 demeurent inchangés.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées. Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG-travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Conformément à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG-travaux, ou en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixées aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG-travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- Trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- Trente jours à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Conformément à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2, le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé du projet :

- De décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 ;
- D'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- De récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Par dérogation à l'article 12.4.2, dans un délai de vingt jours à compter de la réception de ces documents, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG.

Si, dans ce délai de vingt jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

### 6.3 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$
---

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.



---

## ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION

---

### 7.1 DUREE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et sont précisées à l'article **10.3** du présent CCAP en ce qui concerne la période de préparation.

Le délai contractuel comprend :

- La période de préparation du chantier définie à l'article 28.1 du CCAG Travaux, hormis pour le lot 1 où, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, elle est réduite à 1 mois ;
- Les délais d'exécution des travaux, et des opérations de nettoyage de fin de chantier ;
- Le repliement des installations de chantier ainsi que la remise en état de l'environnement immédiat des ouvrages dans les conditions du CCTP.

Il sera fait application de l'article 18 du CCAG-Travaux, pour le lancement du délai d'exécution.

Ces délais sont comptabilisés hors jours d'intempéries.

En cas de délais contractuels partiels, toutes les stipulations contractuelles relatives aux délais globaux, notamment les pénalités provisoires ou pénalités pour retards, s'appliquent à ces délais.

Pour les opérations traitées par marchés séparés, les stipulations suivantes s'appliquent :

- Les titulaires de chaque marché sont tenus par les délais globaux faisant l'objet du calendrier détaillé d'exécution ;
- Dès notification des marchés, le maître d'œuvre ou le prestataire chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination des travaux, diligente, en concertation avec les entrepreneurs, la transformation du calendrier prévisionnel en calendrier détaillé ;
- Dès que ce calendrier détaillé est mis au point, il est notifié à chaque titulaire d'un marché, ordre de service du maître d'œuvre ;
- Le calendrier détaillé peut prévoir des délais partiels contractuels pour chaque marché.

### 7.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

La prolongation des délais dans les conditions définies au présent article est sans incidence financière sur le montant de la rémunération due au titulaire en application du présent marché public. En revanche, une telle prolongation a pour effet de suspendre l'application des éventuelles pénalités de retard prévues en cas de non-respect des délais correspondants.

Il est précisé qu'une prolongation peut également être justifiée par l'intervention de instances extérieures aux instances du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG Travaux, la prolongation des délais d'exécution s'effectue soit par avenant, soit par ordre de service envoyé par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

En complément des dispositions de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, seules les intempéries, au sens de l'article L5424-8 du Code du travail, entraînant un arrêt total des travaux donneront lieu à prolongation des délais d'exécution du nombre de journées réellement constatées.

Dans le cas d'intempéries non visées les dispositions de l'article L5424-8 du Code du travail, ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, le présent marché public prévoit la prolongation du délai d'exécution en fonction des critères ci-dessous. Cette prolongation de délai est alors accordée au titulaire en fonction des constatations faites et elle lui est notifiée par un ordre de service récapitulant les constatations faites.

A cet égard, il est entendu que :

- en aucun cas, les journées d'intempéries reconnues ne donnent droit à indemnisation ou rémunération complémentaire ;

- la prolongation éventuelle des délais d'exécution pour cause d'intempéries ne donne lieu à aucune indemnité ni rémunération complémentaire.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre, et ce, apprécié lot par lot) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous (Station de Référence : Dijon) Intempéries non visées par les dispositions de l'article L5424-8 du Code du travail et autres phénomènes :

Nature du phénomène	Intensité limite	
Température relevée à 9 heures du matin	Inférieure à 0°C	Uniquement pour le GO, les V.R.D., le lot Etanchéité et le lot Façades à ossature bois – Revêtements de façades
Précipitation journalière durant 4 heures	10 mm d'eau/jour ou 12 h de pluie continue	Jusqu'à fermeture du clos couvert, y compris le lot Etanchéité
Vitesse du vent	Supérieure à 50 km/h en rafale	Uniquement pour le lot Façades à ossature bois – Revêtements de façades
Neige	Chute de 5 cm ou persistance de cette épaisseur de neige	Jusqu'à fermeture du clos couvert, y compris le lot Etanchéité

Une journée sera comptabilisée en intempérie lorsque, d'une part, elle répondra à l'un ou au moins des critères mentionnés dans le tableau ci-dessus (valeurs indicatives) et, d'autre part, elle entraînera un arrêt de tous les postes de travail ou d'un poste de travail situé sur le chemin critique du programme des travaux.

Tout relevé non transmis au Maître d'œuvre le jour du constat de l'intempérie ne sera pas comptabilisé.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux.

## ARTICLE 8 - PENALITES

L'ensemble des pénalités énumérées dans le présent article sont entendues en €HT ne sont pas plafonnées et seront être appliquées sans mise en demeure préalable.

### 8.1 PENALITES POUR RETARD

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Il est dérogé à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

#### **8.1.1 Pénalité de retard dans la remise des documents d'exécution**

En cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc. ...), le maître d'ouvrage appliquera une pénalité de :

(100€) par jour calendaire de retard.

Ces pénalités sont applicables pour la remise de tous les documents demandés par les interlocuteurs du projet CT, CSPS, MOE ou MOA et qui n'aurait pas été envoyés à ce dernier dans les 15 jours calendaires consécutifs à sa demande écrite notifiée par mail ou courrier.

#### **Pénalités spécifiques pour le lot Désamiantage / Curage :**

**Le titulaire subira une pénalité de 250 € par jour calendaire en cas de retard de remise du plan de retrait par rapport à la date établie au calendrier d'exécution.**

**Le titulaire subira une pénalité de 100 € par jour calendaire en cas de retard dans la remise des Bordereaux de Suivi des Déchets Amiantés.**

#### **8.1.2 Pénalités pour retard dans l'installation de chantier**

L'entreprise titulaire des installations de chantier s'expose à une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard, sur simple constat du MOE par rapport au délai indiqué dans le calendrier d'exécution.

#### **8.1.3 Pénalité de retard en cours et fin de chantier**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

Quatre cents (400€) par jour calendaire de retard.

Par ailleurs, chaque prestation définie dans le calendrier d'exécution (chaque ligne du calendrier) constitue un délai partiel pénalisable. La pénalité en cas de retard sur un délai partiel est de Quatre cents (400€) par jour calendaire de retard.

Conformément à l'article 19.2.5 du CCAG Travaux, « En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage. »

#### **8.1.4 Pénalités de retard dans la levée des réserves à la réception**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans la levée des réserves à la réception concernant ses prestations, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant du décompte final : Cent euros (100 €) par jour calendaire de retard.

#### **8.1.5 Pénalités pour absence ou retard de plus de 30min aux réunions de chantier et aux réunions du CISSCT**

En cas de retard aux réunions de chantier ou aux réunions de CISSCT de plus de 30 minutes, ou en cas d'absence aux réunions de chantier pour lesquelles le titulaire aura été dûment convoqué, le maître d'ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité par retard ou absence constatée par le MOE, l'OPC ou le conducteur d'opération, d'un montant forfaitaire fixé à : Cent cinquante euros (150 €) par absence ou retard.

#### **8.1.6 Pénalités pour défaut de fermeture du chantier**

En cas de constat par, le MOA, le conducteur d'opération ou le MOE/OPC d'un défaut de fermeture du chantier, la pénalité encourue par le titulaire responsable de la fermeture du chantier au moment où la faute est établie (Gros Œuvre puis Lot Electricité CFO/CFA) est de 500 € par jour.

## **8.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMIS EN ETAT**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice d'une pénalité de : Deux cents euros (200 €) par jour calendaire de retard.

## **8.3 REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION**

En cas de non remise, à la date de réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 11.4 ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de : 2 000 €.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents.

Au-delà de 2 mois suivant la date de réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

## **8.4 PENALITES SPECIFIQUES VIS-A-VIS DE LA CHARTE DE CHANTIER FAIBLES NUISANCES**

En cas de manquement aux prescriptions de la Charte Chantier à Faibles Nuisances, le titulaire s'expose à l'application des pénalités dans les conditions prévues à l'article 6 de la charte susvisée.

## **8.5 PENALITES POUR ABSENCE DE PORT DE LA CIP**

Lors de la première constatation d'une infraction de la part, du MOA, conducteur d'opération, CSPS et MOE, (absence de port de la CIP), celui-ci subira une pénalité égale à 100 € par personne et par infraction.

## **8.6 PENALITES POUR ABSENCE LORS D'UNE INSPECTION COMMUNE**

En cas de non sollicitation du CSPS pour la réalisation d'une inspection commune (y compris avec ses sous-traitants, et sur simple constat, ce dernier subira une pénalité égale à 500 € par simple constat du CSPS, MOE, maître d'ouvrage ou conducteur d'opération.

## **8.7 PENALITES POUR ABSENCE DE PROTECTIONS COLLECTIVES**

En cas de constat par le MOA, MOE ou conducteur de l'opération, le titulaire en charge des protections collectives subira une pénalité de 150 € par constat.

## **8.8 PENALITES POUR RETARD DANS LE NETTOYAGE DE CHANTIER**

Après constat, du MOA, MOE ou du conducteur et après inscription au compte rendu de chantier, tout retard ou défaut dans le nettoyage du chantier le titulaire s'expose à une pénalité de 250 €.

Le MOA se réserve également le droit de procéder au nettoyage par une entreprise extérieure qui sera imputé soit au compte prorata, soit par répartition aux entreprises concernées qui sera établi par la MOE.

## **8.9 PENALITES POUR NON RESPECT DES CONSIGNES DE STATIONNEMENT**

Après constat, du MOA, MOE ou du conducteur et après inscription au compte rendu de chantier, le non-respect des consignes de non stationnement qui s'imposent lors de l'exécution du marché : Le titulaire s'expose à 200 € pour chaque constat et par véhicule.

---

## **ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

---

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

## **9.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le CCTP de chaque lot fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

## **9.2 MISE A DISPOSITION DE LIEUX D'EMPRUNT**

Sans objet.

## **9.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que le cas échéant, le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le maître d'œuvre.

Le CCTP de chaque lot précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de ou surveillance seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

Toutefois, si ces essais ne s'avèrent pas satisfaisants, tous les essais suivants qui s'avèreraient nécessaires seront à la charge de l'entrepreneur.

---

## **ARTICLE 10 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

---

### **10.1 COORDINATION DES TRAVAUX**

#### **10.1.1 Calendrier détaillé d'exécution des travaux**

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG travaux.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article 7.

La notification d'un nouveau calendrier détaillé de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'un avenant.

#### **10.1.2 Coordination des travaux**

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par le maître d'œuvre

## 10.2 GESTION DES DEPENSES COMMUNES

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les CCTP et CCAP et qui ne sont pas affectées comme indiqué ci-dessous, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions qu'elles détermineront, sans que le maître de l'ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différends entre les entreprises.

La répartition des dépenses suivantes est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

### 10.2.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau ci-après sont prises en charge par l'entrepreneur qui est chargé de l'exécution du lot indiqué dans la deuxième colonne dudit tableau. Elles sont rémunérées par les prix du marché. Ce tableau pourra être complété des prestations décrites au CCTC ou au PGC-SPS.

Dépenses	Lot concerné
Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau	Lot 2
Branchement provisoire d'électricité	Electricité CF Cf
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier	Lot 2
Mise en place de la signalisation de chantier à l'égard de la circulation publique	Lot 2
Installation d'éclairage, du réseau provisoire intérieur d'électricité et de l'armoire électrique principale	Electricité CF Cf
Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie etc.)	Lot 2
Installations du local mis à la disposition du maître d'œuvre et de la salle de réunion	Lot 2
Installation de la surveillance vidéo, le cas échéant du téléphone et des ascenseurs de chantier	Lot 2
Branchements provisoires d'égout	Lot 2
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement et son évacuation	Plomberie- Chauffage- Ventilation
Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments	Etanchéité et VRD

Chaque entreprise devra exécuter ou faire exécuter à ses frais les trous, scellement et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot qui lui est attribué.

### 10.2.2 Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus au § 10.2.1 sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombe au Lot 2 :

- Les charges temporaires de voirie et de police ;
- Les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments.

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ; elle fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets, dans les conditions fixées au § ci-dessous « **Déchets de chantier et tri des déchets** » ;
- Chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.
- L'entreprise du Lot 2 a la charge de l'enlèvement des déblais excédentaires et de leur transport aux décharges publiques, dans les conditions fixées au § ci-dessous « **Déchets de chantier et tri des déchets** » ;

**Le nettoyage quotidien des locaux et l'acheminement des gravas jusqu'aux bennes est à la charge de chacune des entreprises.**

Le nettoyage du chantier est placé sous la responsabilité du Lot 2.

Un nettoyage général hebdomadaire du chantier et des cheminements intérieurs empruntés par les compagnons sera organisé, selon les prescriptions du PGC. Ce nettoyage sera réalisé soit par les entreprises elles-mêmes, soit par une entreprise de nettoyage. Les frais de nettoyage seront supportés par le compte prorata.

Dans le cas d'une demande de nettoyage sollicitée au compte rendu de chantier par le Maître d'œuvre ou l'OPC ou le Maître d'Ouvrage, et non prise en compte sous 48 heures, le Maître d'Ouvrage pourra faire intervenir une entreprise spécialisée, aux frais et risques des entrepreneurs.

Les dépenses relatives à ce nettoyage seront dans ce cas répercutées au compte prorata ou aux entreprises qui auront été identifiées comme étant à l'origine de la production des déchets.

#### **Déchets de chantier et tri des déchets**

Chaque entreprise aura à sa charge l'acheminement de ces déchets jusqu'aux bennes communes.

Il sera mis en place sur le chantier un système de bennes communes à toutes les entreprises avec gestion du tri des déchets (à l'exception du lot gros œuvre, aucune entreprise ne pourra amener ses propres bennes).

Le tri de déchets sera regroupé sur une aire de tri comprenant 5 bennes. Le nombre de bennes pourra évoluer en fonction de l'avancement du chantier, de la nature, et du volume de déchets.

**La gestion de ces bennes sera assurée par le titulaire du lot 2, à la charge du compte inter-entreprises. Les dispositions inscrites dans la charte environnementale seront appliquées.**

#### **10.2.3 Dépenses de consommation**

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée, les dépenses indiquées ci-après :

- Quittances d'eau, d'électricité, de téléphone et télécopie ;
- Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier ;
- Chauffage des locaux du chantier et, s'il y a lieu, de l'ouvrage, objet du ou des marchés de travaux, y compris combustibles et/ou énergie nécessaire pour les essais ;
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
  - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
  - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé ;
  - La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition des

dites dépenses proportionnellement aux montants du décompte final du marché de chaque intervenant, sauf accord spécifique entre eux.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du maître d'œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

### **10.3 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, il est fixé une période de préparation de 30 jours pour le lot 1.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG à la diligence respective du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ainsi que de l'OPC, si ce dernier est différent du maître d'œuvre lorsque les travaux sont allotés.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

L'OPC élabore le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les titulaires des différents lots conformément aux dispositions de l'article 28.2.3 du CCAG travaux et de l'article 10.1.1 ci-dessus.

À l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux par le MOE.

### **10.4 PLANS D'EXECUTION – NOTE DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS**

Il est précisé que le maître d'œuvre est chargé de la totalité des études d'exécution des ouvrages. Le maître d'œuvre assure la mission de synthèse des lots techniques et structure.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

### **10.5 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.



---

# ARTICLE 11 - ORGANISATION, DEROULEMENT, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

---

## 11.1 PRINCIPES GENERAUX ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les chantiers nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application.

### **L'opération est classée en catégorie 1.**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal ; à cet effet, il désigne un interlocuteur sécurité habilité à viser le registre-journal. Le titulaire s'engage à établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants) pour les opérations de catégories 1 et 2. Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de trente jours à compter du début de la période de préparation.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

### **11.1.1 Autorité du CSPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

### **11.1.2 Moyens donnés au CSPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier (personnel, sous-traitants et fournisseurs) ;
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants, quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accidents du travail.

### **11.1.3 Stipulations particulières**

Le chantier est à la mise en place d'un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 1.

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification de l'ordre de service. En cas d'entreprise intervenant seule le Plan particulier est transmis au maître de l'ouvrage.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel

Le plan particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

Un collège inter-entreprises est prévu. Les entreprises, lorsqu'elles seront convoquées par le CSPS aux réunions de CISSCT trimestrielles auront l'obligation d'y être présentes.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'œuvre de registre de chantier.

## **11.2 OBLIGATION DE RESULTAT**

Le titulaire s'engage sur une obligation générale de résultat portant sur :

- La réalisation de travaux et prestations associées de qualité, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, aux règles de l'art et aux droits des tiers, en parfait état de finition et de fonctionnement, exempts de vices, répondant aux objectifs, données et contraintes du projet ;
- La prise en compte et la gestion des sujétions normalement prévisibles ;
- Le fait de prendre en considération les changements de lois, règlements et normes en vigueur qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché public, pour autant que ceux-ci s'appliquent de manière obligatoire aux prescriptions de celui-ci ; tout défaut de prise en compte de ces évolutions et d'anticipation de ces dernières expose le Titulaire à une reprise à ses frais des travaux et prestations associées réalisés ;
- Le respect du calendrier et notamment des délais partiels d'exécution.

Cette obligation de résultat peut conduire le Titulaire à renforcer ses moyens sans que cela ne justifie un quelconque complément de rémunération.

## **11.3 INSTALLATION DE CHANTIER**

### **11.3.1 Emplacement des installations de chantier**

Le CCTP et le plan d'installation de chantier fourni au DCE définissent les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

### **11.3.2 Bureau de chantier et salle de réunion**

L'entrepreneur titulaire du Lot 2 aura la charge d'installer un bureau pour le maître d'œuvre, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée, disposer d'un WC et d'un point d'eau attenant. Le bureau doit disposer d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

## **11.4 CONTROLE D'ACCES**

Le maître d'ouvrage impose, à l'intérieur du chantier, le port visible par tout intervenant de sa carte d'identification professionnelle (CIP) ou de l'attestation provisoire valant CIP.

Le site [www.cartetbtp.fr](http://www.cartetbtp.fr) précise les modalités d'obtention de la CIP. Son obtention relève de la responsabilité du titulaire qui ne pourra se prévaloir de difficultés potentielles rencontrées dans sa démarche pour justifier un quelconque retard dans son intervention. Des pénalités pour non présentation de la carte peuvent être encourues.

En cas d'inexistence de CIP, le pouvoir adjudicateur adresse une mise en demeure au titulaire et informe l'inspection du travail de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) qui sera chargée d'appliquer les sanctions éventuelles.

## **11.5 DISPOSITIF DE VIGILANCE ET D'ALERTE EN DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, si le pouvoir adjudicateur est informée par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5., le maître d'ouvrage adressera alors une mise en demeure au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut le contrat sera résilié aux frais et risques du titulaire.

En application de l'article L 8222-1 du code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000€ HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, au pouvoir adjudicateur les pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail.

## **11.6 OBLIGATIONS EN MATIERE DE DETACHEMENT DES TRAVAILLEURS**

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur, sans qu'elle lui en fasse la demande expresse, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui remettre les pièces indiquées ci-dessus.

## **11.7 DISPOSITIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **11.7.1 Dispositions générales**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le Titulaire remet les bordereaux de suivi de déchets dans un délai maximum de 14 jours.

Le délai court à compter du lendemain du jour de dépôt, dans une installation autorisée ou agréée de valorisation ou d'élimination des déchets, jusqu'à la date d'envoi figurant sur le récépissé d'envoi de la notification.

La remise, au Maître d'ouvrage, de tous les documents est valablement faite par notification au Représentant du Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage également au respect de la Charte Chantier à Faibles Nuisances.

### **11.7.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier**

Le CCTP de chaque lot et la Charte Chantier à Faibles Nuisances définissent les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Ils précisent les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

### **11.7.3 Gestion de la qualité environnementale du chantier**

Un Responsable Environnement Entreprise sera désigné pour le chantier. Elle devra intervenir au plus tard à l'expiration de la période de préparation, ou si une telle période n'a pas lieu, dans les quinze jours suivant la notification du démarrage des travaux.

## **11.8 DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION**

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

---

## **ARTICLE 12 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

---

### **12.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus conformément au CCAG Travaux et/ou les CCTP.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG et de l'article **9.3** ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

### **12.2 RECEPTION ET RECEPTIONS PARTIELLES**

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Conformément à l'article 42.2 du CCAG travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer une prise de possession partielle si cela s'avère nécessaire en cours de chantier. Cette prise de possession partielle sera faite par une réception partielle et par un état des lieux contradictoires.

La date de réception sera unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage, sauf identification d'une partie d'ouvrage constitutive d'un lot qui ferait l'objet d'une réception partielle comme indiqué ci-dessus. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution complète du marché, et des essais d'autocontrôle concluants, de la levée des avis suspendus et défavorables du Contrôleur Technique, de la constitution du DOE.

Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- Les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- Les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- Sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

### **12.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES**

Sans objet.

### **12.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Ces plans et documents, suffisamment nombreux et détaillés, devront permettre au Maître d'Ouvrage :

- D'exploiter l'ouvrage
- D'effectuer ultérieurement tous travaux neufs d'extension ou renouvellement, dans les moindres détails.

Les notices de fonctionnement et d'entretien seront fournies en langue française.

Conformément à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;

- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG sauf les stipulations ci-dessous :

#### **Exemplaires papier :**

Ces documents seront fournis par les entreprises en **1** exemplaire papier à destination du MOA

#### **Version numérique :**

Ces documents seront également remis via un lien informatique de type Wetransfer, Grosfichiers ou autre

Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format natif et pdf,

Tous les fichiers seront au format DXF ou DWG version 2012

Pour les plans dessinés avec Autocad, 2 versions seront fournies :

- la version originale avec fourniture des Xref (le cas échéant)
- une version avec les plans entièrement réalisés dans l'espace objet (pas d'espace papier), les blocs avec attributs (et uniquement ceux-ci) décomposés et sans aucune référence externe (Xref ..... ) afin de pouvoir stocker puis transmettre des plans complets et lisibles à tous les demandeurs qui n'ont pas Autocad.
- Les tableaux et fichiers textes seront compatibles à 100% avec EXCEL et WORD 2013.

En outre, tous les documents seront fournis au format PDF.

Les fichiers seront nommés de façon suffisamment explicite pour que le dossier numérique soit facilement exploitable. Un sommaire sera fourni sous format excel et pdf.

## 12.5 DELAIS DE GARANTIE

Les garanties courent depuis la date de réception pendant :

- 10 ans : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :
  - Qui portent atteintes à la solidité de l'ouvrage
  - Qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination
  - Qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment, que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.
  - Qui portent atteinte à la sécurité des personnes.
- 2 ans au titre de la garantie de bon fonctionnement.

Cette garantie porte sur les éléments d'équipement dissociables, abandonnant ainsi la distinction entre gros et menus ouvrages. Cette garantie institue une présomption de responsabilité pesant sur les constructeurs en cas de mauvais fonctionnement d'un élément d'équipement qui peut être démonté sans porter atteinte aux murs, à la toiture et au sol.

- 1 an au titre de la garantie de parfait achèvement

Les titulaires de chacun des lots sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le représentant de l'acheteur public, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG-Travaux ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est automatiquement prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux. Dans ce cas, les sûretés éventuellement constituées ne sont pas libérées.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

Les points de départ, durée, et conditions de la garantie pour les espaces verts sont précisés au CCTP du lot 2 - Chapitre : VRD – Espaces Verts : 1 an de GPA après réception (selon les termes de la législation en vigueur) et 1 an de garantie de reprise pour les végétaux et une proposition de contrat d'entretien avec le DOE.

### GARANTIES PARTICULIERES

Sans objet.

---

## ARTICLE 13 - ASSURANCES

---

### 13.1 RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (RCP)

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Ces polices doivent apporter les minimas de garantie définis ci-après :

- Dommages corporels : 7 500 000 € par sinistre
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : 3 000 000 € par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs : 500 000 € par sinistre
- Tous dommages confondus après réception : 3 000 000 € par sinistre et par année, dont dommages immatériels non consécutifs : 500 000 € par sinistre et par année

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement. En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement. Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché, sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Par ailleurs, le chantier étant prévu durer plus d'une année civile, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux dans les meilleurs délais au début de l'année civile (au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année) ou à chaque période de renouvellement de son assurance si elle n'est pas calée sur l'année civile.

Ces attestations seront impérativement accompagnées de leurs quitus de paiement.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

### **13.2 RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE (RCD)**

Le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

Chaque intervenant à l'acte de construire est tenu de souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile décennale (y compris chaque cotraitant éventuel en cas de groupement d'entreprises). En cas de groupement solidaire, l'attestation d'assurance de chaque cotraitant doit couvrir l'ensemble des activités correspondant à l'objet du marché. Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Lors de travaux sur ouvrages existants, les garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 du code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les ouvrages existants.

Par ailleurs, le chantier étant prévu durer plus d'une année civile, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux dans les meilleurs délais au début de l'année civile (au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année) ou à chaque période de renouvellement de son assurance si elle n'est pas calée sur l'année civile.

Ces attestations seront impérativement accompagnées de leurs quitus de paiement.



### 13.3 CONTENU ET PRESENTATION DES ATTESTATIONS RCP ET RCD

Les attestations d'assurance doivent comporter les mentions minimales suivantes :

<b>Mentions</b>	<b>Assurance responsabilité civile professionnelle</b>	<b>Assurance responsabilité civile décennale</b>
La dénomination sociale et adresse de l'assuré	X	X
Numéro unique d'identification de l'assuré	X	X
Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie	X	X
Numéro du contrat	X	X
La date d'établissement de l'attestation	X	X
La période de validité	X	Couvrant la DOC
La nature et les montants de dommages garantis	X	
L'adresse, la nature et le coût de l'opération de construction (y compris honoraires) déclaré par le maître d'ouvrage		X
La ou les activité(s) exercée(s) par l'assuré		X
La date d'ouverture du chantier		X
La nature et le montant de la prestation réalisée par l'assuré		X
La nature des techniques utilisées		X
Le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue		X

### 13.4 DELAIS DE REMISE DES ATTESTATIONS RCP ET RCD PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG travaux, au cours du premier trimestre de chaque année d'exécution du marché, le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage l'ensemble des attestations en cours de validité (y compris celle de chaque cotraitant en cas de groupements d'entreprises).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire les attestations d'assurance en cours de validité, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de transmission des attestations d'assurance dans le délai imparti, le maître d'ouvrage met le titulaire en demeure de se conformer à cette obligation dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure. Si le titulaire ne satisfait pas à la mise en demeure, il encourt une pénalité décrite à l'article 8 ci-dessus.

Les stipulations de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 34 du CCAG-Travaux.

La réception des travaux de l'entreprise prononcée, avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle aux stipulations du premier alinéa du présent article.

### **13.5 ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES (DO)**

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages ouvrage (DO).

Le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement lui fournira les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

### **13.6 AUTRES ASSURANCES**

#### **13.6.1 Tous risques chantiers (TRC)**

Le MOA a prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantiers (TRC).

#### **13.6.2 Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)**

Le MOA n'a pas prévu de souscrire un CCRD.

### **13.7 DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **13.7.1 Absence ou insuffisances de garantie par le titulaire**

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

#### **13.7.2 Incident des polices souscrites par le MOA**

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire ou par les cotraitants en cas de groupement et s'il y a lieu leurs sous-traitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement renonce à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire, et s'il y a lieu des cotraitants en cas de groupement, est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

#### **13.7.3 Responsabilité pécuniaire pour les dommages causés aux personnes et aux biens**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG travaux, l'entrepreneur a, à l'égard du maître de l'ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes, et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution. Les biens concernés sont les biens appartenant à des tiers ainsi que les biens appartenant au maître d'ouvrage ou mis à sa disposition qu'il s'agisse de biens avoisinants ou de biens dits existants sur lesquels l'entrepreneur intervient.

L'entrepreneur est exonéré de cette responsabilité s'il établit que la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service, ou si le maître de l'ouvrage, poursuivi par le tiers, victime de tels dommages, a été condamné sans avoir appelé l'entrepreneur en garantie devant la juridiction saisie ou sans avoir exercé à son encontre une action récursoire.

#### **13.7.4 Sinistres**

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité civile professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs, ainsi que l'assureur de la police dommages ouvrage et tous les experts et sapiteurs concernés, constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

---

## **ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHÉ**

---

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché. Toutefois, les dispositions suivantes complètent l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux.

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 3% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement, par le titulaire ou son représentant, au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution et le paiement du marché.

En cas de redressement judiciaire, le maître de l'ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985 et conformément à l'article L627-2 du code du commerce.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la réception de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

La résiliation est notifiée à l'administrateur ou au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, l'autorité compétente pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier, le cas échéant, le marché sans indemnité pour le titulaire selon la réponse que le liquidateur aura faite à l'autorité compétente sur la mise en demeure précitée de se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché.

Dans tous les cas de résiliation, l'autorité compétente demande au juge-commissaire d'en prendre acte.

---

## ARTICLE 15 - CLAUSES DE REEXAMEN

---

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### 15.1 MODIFICATIONS DU MONTANT DES TRAVAUX

#### 15.1.1 Mise en œuvre de la modification

Par dérogation à l'article 13.4 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre, qui constate que la consistance des travaux est susceptible de subir une modification ou à l'initiative du titulaire, sollicite ou reçoit une proposition financière (devis) lorsqu'il est envisagé de procéder à une modification.

Le maître d'œuvre présente, dans un délai proportionné aux caractéristiques de la modification envisagée et précisé par le maître d'ouvrage et au plus dans un délai d'une semaine une Fiche de Travaux Modificatifs (FTM) faisant apparaître :

- Les modalités pratiques de la réalisation de la modification.
- Le prix de la modification.
- Les conséquences de la modification sur le projet, notamment en termes technique, fonctionnel, urbain, paysager et architectural.
- Les conséquences de la modification sur les engagements du titulaire en termes de délai.
- Les conséquences de la modification sur les engagements de performance.

Le prix de la modification en plus et en moins est établi dans les conditions prévues ci-dessous.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux semaines pour approuver la Fiche de Travaux Modificatifs ou formuler des observations et demander des compléments d'information au titulaire.

Si le maître d'ouvrage ne s'est pas prononcé dans les deux semaines à compter de la réception de la Fiche de Travaux Modificatifs, il est réputé l'avoir rejetée et la modification ne peut être réalisée.

Dans tous les cas (accord du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, pas de devis du Titulaire dans le délai imparti, désaccord sur le prix de la modification, urgence dans la réalisation des travaux), le maître d'œuvre lui notifiera un Ordre de service de travaux modificatifs avant réalisation des travaux fixant provisoirement les prix nouveaux retenus conformément à l'article 13.4 du CCAG travaux

Un avenant acte l'ensemble de ces modifications dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

#### 15.1.2 Conditions d'établissement du prix de la modification

Les prix unitaires de la DPGF rendus contractuels et le bordereau de prix unitaires du lot le cas échéant, constituent les prix unitaires servant de base à la détermination des prix des prestations modificatives et complémentaires.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

#### 15.1.3 Gestion financière des Modifications

##### 15.1.3.1 Modifications à la demande du Maître de l'Ouvrage

L'ensemble des conséquences financières des modifications demandées par le maître d'ouvrage sont prises en charge par le Pouvoir adjudicateur (plus-values et moins-values) ayant délivré préalablement son accord sur la consistance des modifications.

##### 15.1.3.2 Modifications à la demande du Titulaire

Le Titulaire est engagé sur son Offre technique et financière contractuelle et par conséquent sur des solutions techniques et sur des équipements et des produits déterminés (marques, fiches produits, références...).

Si au cours de la réalisation le titulaire souhaite changer une solution, un équipement ou un produit, il devra au préalable recueillir l'accord écrit du maître d'ouvrage, après examen du maître d'œuvre.

L'ensemble des conséquences financières des modifications demandées par le titulaire sont prises en charge par lui-même (plus-values et moins-values).

Les modifications n'ayant pas été acceptées par le maître d'ouvrage ne peuvent pas être mises en œuvre par le titulaire.

## **15.2 APPLICATION DES PRIX DU BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES**

Le maître d'œuvre, après accord du maître d'ouvrage, pourra faire réaliser des prestations complémentaires en ayant recours à l'application du bordereau de prix unitaires.

Le recours au bordereau de Prix unitaires sera notifié par ordre de service et régularisé par avenant.

## **15.3 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION**

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; par dérogation à l'article 52.7.3 du CCAG Travaux, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut, pour le groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- Soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

---

## ARTICLE 16 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

---

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L 2197-1, L. 2197-3 et R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devrait être porté devant le tribunal administratif de Dijon.

Par dérogation à l'article 55.3 du CCAG travaux, si l'entrepreneur n'accepte pas la décision qui lui a été notifiée, celui-ci peut saisir le tribunal administratif compétent, uniquement par voie de recours formé contre une décision, et ce dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Conformément à l'article 55.2 du CCAG travaux, le délai de recours de deux mois susvisés, est interrompu jusqu'à la notification de la décision prise en cas de saisine du comité consultatif de règlement amiable.

Les dispositions suivantes complètent l'article 55.3 du CCAG-Travaux. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration, sur une demande préalablement formée devant elle.

Les requêtes et les mémoires doivent, à peine d'irrecevabilité, être présentés soit par un avocat, soit par un avocat au Conseil d'Etat, lorsque les conclusions de la demande tendent au paiement d'une somme d'argent, à la décharge ou à la réduction de sommes dont le paiement est réclamé au requérant ou à la solution d'un litige né de l'exécution d'un contrat.

---

## ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

---

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
3.4.1	1.2.2
3.6.1.2	1.5
3.8.1	1,7
4.1	2
9.3.2	3.2
14.4.3	3.6
12.2.2	6.2.1
12.3.1, 12.4.2	6.2.2
28.1	7.1
18.2.1 et 18.2.3	7.2
19.2.1, 19.2.3, 19.2.4	8.1
28.1, 28.2.2	7.1, 10.3
28.5	11.1.3
44.2	12.5
8.1.3	13.4
35	13.7.3
52.7.3	15
13.4	15.1.1
55.3	16